

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 11/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FLEXICO

1, route de Méru - BP 70429
Hénonville
60119 Hénonville

Références : IC-R/0160/23-SLT/SA
Code AIOT : 0005104686

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement FLEXICO implanté 1, route de Méru - BP 70429 Hénonville 60119 Hénonville. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEXICO
- 1, route de Méru - BP 70429 Hénonville 60119 Hénonville
- Code AIOT : 0005104686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLEXICO est autorisée par arrêté préfectoral du 26/05/1987 à exploiter sur la commune de Hénonville des activités de production de profils de fermeture et de sachets plastique ménagers.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30/10/2001 autorise la société FLEXICO à étendre ses activités en vue d'augmenter la capacité de production et de stockage de matière plastique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'inspection du 25/09/2020,
- contrôle des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.2.6 et III.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.5.1	/	Sans objet
3	Protection contre les effets de la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article I.1.1	/	Observation
6	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.3	/	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des non-conformités sur le système de sprinklage, les débits disponibles au niveau des poteaux incendie et les contrôles des rejets atmosphériques.

Il est donc proposé à madame la préfète de mettre en demeure la société de corriger ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.2.6 et III.71
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article III.2.6 : Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité. Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre. Article III.71 : Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre. Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles ;- des robinets d'incendie armés (RIA) protégés du gel. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées ;- des installations de détection et d'extinction automatique. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Ces systèmes d'extinction sont soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance ;- 2 poteaux ou bouches incendie capables de fournir un débit de 120 m3/h en fonctionnement simultané pendant au moins 2 heure et situés à moins de 200 mètres des bâtiments ;- 1 poteau ou bouche incendie capable de fournir un débit de 60 m3/h pendant 2 heures et situé à moins de 400 mètres des bâtiments.
Constats : Inspection du 25/09/2020 : <ul style="list-style-type: none">- sprinklage : Le dernier rapport Q1 du 26/02/2019 faisait mention de 2 non-conformités à lever au plus vite et 2 observations. L'exploitant avait indiqué que les travaux de mise en conformité avaient été réalisés en février 2020. Par ailleurs, la vérification semestrielle comptant pour le 1er semestre 2020 n'avait pas été réalisée compte tenu du contexte sanitaire. Cette visite était programmée suite à l'inspection. Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport Q1 associé à ce prochain contrôle.- extincteurs : le rapport de contrôle des extincteurs faisait mention de 22 extincteurs non vérifiés ou manquants. Il était demandé à l'exploitant d'en préciser la raison.-RIA : le rapport de vérification des RIA faisait mention de 3 RIA présentant des fuites. Il était demandé à l'exploitant de prendre des mesures correctives pour corriger cette situation.

Inspection du 22/03/2023 :

- Sprinklage :

L'exploitant a présenté le dernier Q1 faisant suite au contrôle du 23/06/2022. Le rapport conclut à un risque de mise en échec de l'installation.

L'installation de sprinklage se compose de 4 postes. Le risque mentionné dans le Q1 porte sur la remise en conformité trentenaire des postes 1 et 2.

Le prochain contrôle du système est prévu la semaine du 27/03/2023. La société UXELLO doit établir le plan d'action suite à cette prochaine visite.

L'exploitant indique qu'un plan d'action sur 2 à 3 ans est prévu pour réaliser la mise au norme de l'installation.

Non-conformité : l'installation d'extinction automatique n'est pas conforme aux normes en vigueur.

- Extincteurs :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé par la société CHUBB le 11/04/2022. 12 extincteurs présentaient des défauts lors du contrôle. L'exploitant indique que les actions correctives ont été mises en œuvre lors du contrôle.

- RIA :

Le dernier rapport du 11/04/2023 de la société CHUBB a été présenté. L'ensemble des RIA est en bon état de fonctionnement.

- Poteaux incendie :

Le site comporte 2 poteaux incendie alimentés par le réseau public. Le dernier rapport de contrôle réalisé par la société CHUBB le 11/04/2022 a été présenté.

Les 2 poteaux sont en bon état de fonctionnement. Toutefois, ils présentent un débit respectif de 94 et 96 m3/h. Par ailleurs, le contrôle du débit n'a pas été réalisé en simultané sur les 2 poteaux.

Non-conformité : les poteaux incendie du site ne permettent pas de délivrer un débit de 120 m3/h en fonctionnement simultané pendant au moins 2 heures.

L'exploitant indique qu'une réserve d'eau de 360 m3 est présente sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un rapport à connaissance concernant une mise à jour des activités exercées sur le site. Ce dossier présente notamment un nouveau calcul du D9 (débit calculé de 96 m3/h). Ce nouveau calcul prend en compte la présence de la réserve et 1/3 du besoin en eau sous pression (soit 40 m3/h).

Il est précisé à l'exploitant qu'une éventuelle modification des besoins en eau doit être validée par le SDIS 60.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.</p> <p>Ces zones figurent sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle.</p> <p>Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les installations sont protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation et sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes extérieures de toutes natures.</p>
Constats : <p>Inspection du 25/09/2020 :</p> <p>Le rapport Q18 concluait sur l'absence de risque d'incendie ou d'explosion. Toutefois, le rapport de vérification mentionnait de nombreuses observations récurrentes. Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation pour lever les observations avant le contrôle suivant.</p> <p>Inspection du 22/03/2023 :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'action mis en place pour lever les non-conformités. Une priorisation est mise en place pour chaque observation.</p> <p>Par ailleurs, le Q18 réalisé par la société APAVE le 25/08/2022 a été présenté. Il conclut sur l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre les effets de la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Inspection du 25/09/2020 : Le rapport de vérification visuelle du 02/09/2019 mentionnait 2 non-conformités dont une récurrente. Aucune intervention n'avait été réalisée pour traiter ces non-conformités. Un contrôle était prévu en novembre 2020. Il était demandé à l'exploitant de transmettre le rapport faisant suite à ce contrôle. Inspection du 22/03/2023 : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a fait intervenir la société RENARD pour réaliser les travaux de mise en conformité (présentation du rapport de fin de travaux du 22/02/2023). L'exploitant a présenté le dernier contrôle visuelle réalisé le 20/03/2023 par la société APAVE. Le rapport conclut sur la conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article I.1.1				
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée :				
Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime en vigueur
2915	2	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	4000 L	D
2662	1	Stockage de polymères enregistré	2788.5 m3	E
4330	1	Liquides inflammables de catégorie 1	25 t	A
2661	1.b	MATIERES PLASTIQUES, CAOUTCHOUC...(EMPLOI OU REEMPLOI)	34 t/j	E
2661	2.b	MATIERES PLASTIQUES, CAOUTCHOUC...(EMPLOI OU REEMPLOI)	4 t/j	D
2564	1.c	Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l	300 L	DC
2663	2.b	Stockage de pneumatiques	2300 m3	D
2910	A.2	Combustion	2.4 MW	DC
2450	A.b	Imprimeries ou reproduction graphique utilisant une forme	80 kg/j	D
<p>Constats : Un point sur la situation administrative du site avait été réalisé lors de l'inspection du 25/09/2020.</p> <p>Il avait été constaté que les activités du site ne correspondaient plus à celles qui avaient donné lieu à l'arrêté préfectoral du 30/10/2001. En effet, la partie impression sur polypropylène (PP) était réalisée par un sous-traitant et l'exploitant envisageait également de sous traiter la partie impression réalisée sur polyéthylène (PE).</p> <p>Il avait donc été demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications réalisées.</p> <p>Inspection du 22/03/2023 :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un porter à connaissance.</p> <p>L'exploitant indique qu'à ce jour, le site comporte 12 lignes d'extrusion. Ces 12 lignes ne fonctionnent pas en même temps, il y a uniquement 3 lignes qui produisent en même temps. Pour les lignes d'extrusion, il n'y a pas de système de captation (rejets diffus).</p> <p>Par ailleurs, l'activité d'impression sur polyéthylène n'a finalement pas été sous traitée. Le site comporte donc une ligne d'impression (dit ligne PAVEMA). L'exploitant indique que cette ligne ne fonctionne pas en continu. En 2022, la ligne d'impression a fonctionné sur 431h (soit environ 11h par semaine).</p>				
Observations : La situation administrative du site sera mise à jour dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 5 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués. Pour les métaux, les valeurs limites s'appliquent à la masse totale d'une substance émise, y compris la part sous forme de gaz ou de vapeur contenue dans les effluents gazeux.</p> <p>a) Poussières :</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/heure, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/heure, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>b) Composés organiques volatils (COV) :</p> <p>.../...</p> <p>b.2. Valeurs limites d'émission :</p> <p>Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/heure, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé. En outre, si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>.../...</p> <p>II.2. autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative (sauf textiles/cartons), contrecollage ou vernissage :</p> <ul style="list-style-type: none">- si la consommation annuelle de solvant organique est supérieure à 15 tonnes et inférieure à 25 tonnes, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée ;- si la consommation annuelle de solvant organique est supérieure à 25 tonnes, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; <p>.../...</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures des effluents atmosphériques réalisé pour la ligne PAVEMA.</p> <p>Les mesures ont été réalisées par la société APAVE le 22/10/2021.</p> <p>Les résultats ne présentent pas de mesure des poussières.</p> <p>Concernant les COVnm, les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- concentration : 175.5 mg/m³

- flux : 0.159 kg/h

Par ailleurs, l'exploitant indique que la consommation totale de solvants est supérieure à 15 t/an (consommation de 19 t en 2021).

Les mesures indiquent donc un dépassement en concentration de COVnm.

L'exploitant précise que les mesures ne sont pas réalisées dans les conditions normalisées. En effet, l'installation est reliée à un oxydateur thermique qui n'est plus en fonctionnement depuis 2021. Pour réaliser la mesure, le laboratoire réalise un piquage au niveau de l'extraction de l'installation.

Non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émissions en poussières et COV relatives à l'activité d'impression.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Cas général : I. L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 6.2, adapté aux flux rejetés. Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets. .../... b) Cas spécifiques : I. Lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à une tonne/an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs, etc.). .../...
Constats : Comme indiqué au point précédent, l'exploitant a réalisé un contrôle des émissions atmosphériques le 22/10/2021. Toutefois, le rapport mentionne une incertitude sur les résultats obtenus. Par ailleurs, la consommation de solvant étant supérieure à une tonne par an, un plan de gestion de solvants doit être réalisé. L'exploitant a présenté le plan de gestion relatif à l'année 2021.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un nouveau contrôle des rejets atmosphériques de la ligne d'impression dans des conditions normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet